

d'égale que l'improductivité, et qui trop souvent ont été adoptés pour arracher la faveur de l'électorat plus que pour assurer la santé de l'économie. C'est nous, les citoyens, qui faisons les frais des organismes que nous avons créés pour répartir les biens et les services demandés par notre société.

Récemment, j'entendais avec une respectueuse admiration le chef du parti libéral du Québec traiter à l'Assemblée de cette grande question de la place du Québec au Canada. Son discours était un modèle de lucidité, de sérénité et de modération aussi bien que de franchise et d'honnêteté. Tous les Canadiens peuvent en être fiers. Vous estimerez sans doute avec moi, monsieur l'Orateur, que lorsqu'il a parlé de son amour pour le Canada, des racines qu'il a dans ce pays comme tous les Québécois d'ailleurs, lorsqu'il a parlé de l'attachement viscéral qu'éprouvent les Québécois pour le Canada, il était difficile de ne pas être ému par la sincérité de son patriotisme. Je suis sûr que chacun de nos collègues du Québec partage comme moi ces sentiments.

Quand on songe aux terribles problèmes qui planent sur le monde, on ne peut s'empêcher de conclure que les Canadiens sont fortunés, quelle que soit leur langue. Cela n'empêche pas de constater l'existence, sur le plan individuel de l'insatisfaction, de l'anxiété, du déchirement et de l'angoisse ressentis par beaucoup, jeunes ou vieux. J'attribue ces réactions au phénomène de dépersonnalisation et d'institutionnalisation qui fait partie intégrante de nos vies.

Sur la scène mondiale, il serait utile de revoir les faits saillants du rapport d'une commission dirigée par Willy Brandt, ancien chancelier de la République fédérale d'Allemagne. Le rapport, aboutissement de plusieurs années d'étude indépendante par dix-huit dirigeants mondiaux, a été remis au secrétaire général des Nations Unies, Kurt Waldheim, le 12 février 1980. Il s'intitule «A Program for Survival».

On y dépeint un monde dont le système économique de production-distribution est voué à l'échec.

La famine, l'inflation, l'anarchie, le chômage croissant, le chaos monétaire international, la concurrence pour l'énergie, les aliments et les matières premières, l'accroissement démographique, la désertification, le dépeuplement des pêcheries et la pollution font partie des catastrophes décrites dans cet important document.

Passons aux détails. Il y a 18 millions de chômeurs dans le monde occidental. Le phénomène se rencontre surtout dans les pays où il faut un minimum vital pour se nourrir, se loger et se chauffer.

● (2020)

L'environnement subit des dommages irréversibles dans nombre de pays qui comptent parmi les plus pauvres du monde. Le déboisement se poursuit à un rythme accéléré et, en l'an 2000, la réserve mondiale de bois aura été réduite de moitié. La population mondiale augmente d'un million tous les cinq jours. Il y aura deux milliards de personnes de plus à nourrir dans 20 ans, alors que 800 millions de personnes souffrent déjà de la faim aujourd'hui.

Dans les pays riches de l'Ouest, chaque personne consomme 100 fois plus d'énergie que dans les pays les plus pauvres du tiers monde.

Ce sont là quelques-unes des constatations les plus angoissantes du rapport Brandt. Je ne les cite pas pour impressionner la Chambre ou pour l'abasourdir; je veux seulement montrer

l'incidence considérable et cumulative du fait que notre système ne peut aider ceux qui en ont le plus besoin.

Le rapport Brandt recommande avec force une approche énergique et réaliste qui exigerait, il est vrai, des sacrifices de la part de l'Occident. Mais mieux vaut faire certains sacrifices éclairés maintenant qu'avoir à subir le chaos plus tard!

Le rapport Brandt recommande la tenue d'un sommet mondial qui envisagerait la possibilité d'un transfert massif de fonds vers les pays en voie de développement, une stratégie énergétique internationale, un programme alimentaire planétaire et une réforme du système monétaire et financier international.

Toutes ces propositions méritent d'être étudiées sérieusement et je suis persuadé que c'est ainsi que nos dirigeants les étudieront. Je sais que notre éminent ministre des Finances (M. MacEachen) est au courant de ces initiatives et qu'il les étudie. Nous nous souvenons tous de l'apport considérable qu'il a fourni comme président de la conférence mondiale qui a examiné les problèmes nord-sud.

On propose également une stratégie pétrolière en vue de garantir l'approvisionnement et les prix dans le monde, et je suis persuadé que cette question est également étudiée avec intérêt par le ministre responsable.

Encore une fois, monsieur l'Orateur, permettez-moi d'insister sur l'inquiétude que suscitent en moi l'ampleur et la complexité de nos institutions. Nos institutions sont devenues plus puissantes et plus égocentriques que jamais auparavant. Les gouvernements, les entreprises et les syndicats défendent tous vigoureusement leur point de vue sans réaliser qu'ils le font aux dépens des deux tiers de notre population qui ne sont pas syndiqués. Il s'ensuit que chacun de nos citoyens perd progressivement sa liberté de diriger sa propre vie.

Je prétends, monsieur l'Orateur, qu'un des principaux objectifs d'un gouvernement moderne est de créer des conditions qui, tout en laissant à chacun son identité et sa personnalité, lui permettent, après avoir satisfait à ses besoins fondamentaux, de consacrer ses heures de loisirs à des activités créatrices dans le domaine des arts et de la culture.

Il suffit de songer à l'âge d'or de la Renaissance ou à l'époque victorienne en littérature—époque où les écrivains, les artistes, les compositeurs, les architectes, les ingénieurs et les scientifiques rivalisaient d'excellence en Europe et en Amérique—pour voir que ces périodes se distinguent par l'utilisation productive des loisirs. Sans aucun doute, avec l'époque élisabéthaine, comme l'a écrit A. L. Rouse, elles représentaient des sociétés à la fois dynamiques et novatrices.

Chose certaine, notre société fait face à d'importants problèmes dans le domaine économique et financier et en matière de relations internationales et de cohésion interne. Nous devons donc nous attaquer aux problèmes de l'économie et de l'unité nationale.

L'adresse, la patience et la compréhension nous aideront, j'en suis convaincu, à surmonter ces problèmes et permettront au pays d'entrer dans une nouvelle ère de progrès. Il nous faut toutefois savoir quelle direction nous comptons prendre et comment nous allons faire pour y réussir. En matière d'énergie, il nous faut économiser nos ressources, en créer de nouvelles et les diversifier. Je suis sûr que nous y réussirons.